

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1323>

Cheney défend les écoutes et affirme respecter les libertés individuelles

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mercredi 4 janvier 2006

Spyworld Actu

Le vice-président américain Dick Cheney a défendu mercredi la légalité des écoutes autorisées aux Etats-Unis par le président Bush, affirmant qu'elles ne remettent pas en cause les libertés individuelles.

"Il n'y a pas de communications plus importantes pour la sécurité du pays que celles liées à Al-Qaïda qui émanent ou aboutissent aux Etats-Unis", devait déclarer M. Cheney dans un discours à Washington, dont la Maison Blanche a diffusé des extraits à l'avance.

"Si nous avions pu (intercepter de telles communications) avant le 11-Septembre, nous aurions peut-être pu détecter deux des pirates de l'air qui ont lancé un avion sur le Pentagone : ils se trouvaient aux Etats-Unis et communiquaient avec des agents d'Al-Qaïda à l'étranger mais quand nous l'avons su, c'était trop tard".

Le président George W. Bush a reconnu le 17 décembre avoir autorisé la très secrète NSA (National security agency) à espionner des conversations téléphoniques aux Etats-Unis, sans mandat de la justice, comme l'avait révélé le New York Times.

Cette révélation a suscité une forte émotion parmi les responsables politiques américains. L'ex-secrétaire d'Etat Colin Powell et des élus républicains notamment s'interrogent sur la légalité de cet espionnage, alors que depuis 1978 un tribunal spécialisé est censé valider toutes les demandes d'écoutes aux Etats-Unis.

M. Cheney a toutefois souligné que l'autorisation donnée à la NSA visait à résoudre un problème "de manière pleinement conforme aux responsabilités constitutionnelles (...) du président, et aux libertés individuelles des Américains".

Pour l'opposition, l'affaire des écoutes sans mandat illustre un recul des libertés individuelles par rapport aux garde-fous posés dans les années 1970 aux excès de pouvoir de la présidence, à la suite du scandale du Watergate sous la présidence de Richard Nixon.

"Ces quatre dernières années, l'administration Bush a vigoureusement cherché à étendre les pouvoirs du président", a notamment accusé le sénateur démocrate Joseph Biden.

M. Biden avait voté en 1978 pour la loi encadrant l'autorisation des écoutes, soulignant à l'époque qu'"il n'est pas nécessaire de compromettre les libertés individuelles au nom de la sécurité nationale".

Mercredi, M. Cheney a souligné qu'il travaillait lui aussi à Washington dans les années 1970, "dans une période où l'on se préoccupait beaucoup, à juste titre, des libertés individuelles et d'abus potentiels du pouvoir exécutif".

"Trente ans plus tard, je travaille pour un président qui partage les mêmes valeurs", a-t-il assuré.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/...>